

Expert du contrôle financier

RNCP41469 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	314, 314r
Formacode(s)	32652, 32626
Code(s) ROME	M1204, M1202
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	27/10/2025
Date d'échéance	27/10/2028

Certificateur(s)

FINANCIA BUSINESS SCHOOL · SIRET : 79437796000057

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le contrôle financier constitue un pilier essentiel pour la gestion et la pérennité des organisations. Il englobe un ensemble de métiers et de pratiques qui permettent de garantir la bonne allocation des ressources, la transparence des informations financières et le respect des obligations réglementaires. Le spectre du contrôle financier regroupe deux branches : les missions d'accompagnement des directions financières, incarnées par le contrôle de gestion, et les missions de contrôle a posteriori, représentées par les fonctions de l'audit.

Ce secteur est aujourd'hui en pleine mutation, influencé par les avancées technologiques, les nouvelles exigences réglementaires, et les attentes accrues en matière de responsabilité sociétale.

ACTIVITÉS VISÉES

Pilotage des résultats par branche d'activité de l'entreprise
Planification stratégique par la traduction d'objectifs en plan d'actions opérationnel
Surveillance de la transparence et de la conformité réglementaire du développement stratégique
Management de la performance de l'équipe du contrôle financier
Gestion et administration d'un ERP
Évaluation de la fiabilité des états financiers au regard des obligations comptables
Contrôle de la fiabilité des liasses fiscales
Réalisation du diagnostic financier de l'entreprise
Management d'équipe de projet
Mise en place d'un dispositif de contrôle interne
Élaboration du dispositif de maîtrise des risques
Evaluation de la performance RSE de l'entreprise
Management d'une mission d'audit
Diagnostic du modèle de gouvernance de l'entreprise
Décomposition de la stratégie d'entreprise avec les objectifs financiers
Pilotage de la stratégie de croissance interne et externe de l'entreprise
Optimisation de la structure du capital

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Piloter l'élaboration d'un tableau de bord analytique en identifiant les KPI[1] pertinents au regard des objectifs commerciaux, en collectant puis en consolidant les données comptables et de gestion de façon à mettre à la

disposition de la Direction de l'entreprise des outils d'aide à la décision.

Analyser la rentabilité de chaque activité de l'entreprise en calculant leurs volumes critiques de vente et en interprétant les résultats obtenus de façon à émettre des préconisations stratégiques cohérentes au regard des objectifs commerciaux, des capacités de production et des tendances du marché.

Piloter l'analyse des coûts de revient à l'aide d'une méthode adaptée en réallouant les charges par branche d'activité, en détectant les écarts et en proposant des leviers d'amélioration de façon à connaître le coût effectif de chaque activité

Modéliser les coûts à l'aide d'une stratégie d'optimisation en appliquant la méthode ABC et en mesurant les gains de performance de façon à optimiser l'allocation des charges.

Construire des budgets prévisionnels par activité en analysant les performances financières par branche d'activité pour élaborer un suivi budgétaire global de l'entreprise.

Définir des KPI stratégiques et opérationnels pertinents au regard de l'activité de façon à suivre l'efficacité opérationnelle des activités commerciales et des activités en support.

Piloter les indicateurs de performance financière et non financière en mesurant les écarts aux seuils d'atteinte et en proposant un plan d'action correctif de façon à maintenir le niveau de performance stratégique identifié par la gouvernance.

Produire les états financiers et les rapports financiers en conformité avec les normes comptables et réglementaires pour garantir la fiabilité des informations financières à la gouvernance.

Produire le document de référence en collectant, analysant et interprétant les données financières et de marchés et les informations clés de façon à garantir une communication financière claire et transparente pour les investisseurs, les actionnaires et les régulateurs.

Piloter la communication des résultats financiers auprès des investisseurs en rédigeant les communiqués de presse et les éléments de langage pour les réseaux sociaux et site internet afin d'informer toutes les parties prenantes de la santé financière de l'entreprise.

Définir les objectifs de performance des membres de l'équipe en s'assurant de leur cohérence avec la stratégie de l'entreprise et de leur nature mesurable et atteignable afin de définir une trajectoire pour chaque collaborateur.

Mettre en place des mécanismes d'incitation individuels et collectifs adaptés aux collaborateurs y compris en cas de situation de handicap en concevant un plan de développement des compétences et des éléments de reconnaissance pour favoriser l'engagement des collaborateurs de son équipe.

Piloter les indicateurs de suivi de la performance en mettant en place des outils de suivi et des revues périodiques afin d'évaluer l'efficacité collective et individuelle et mettre en place des plans d'actions d'amélioration le cas échéant.

Piloter la mise en œuvre de l'ERP en identifiant les processus cibles, en évaluant les besoins fonctionnels dont ceux spécifiques aux situations de handicap en lien avec l'ensemble des parties prenantes pour définir le cahier des charges.

Déployer l'ERP en assurant l'intégration des données conformément au RGPD et en formant les utilisateurs pour assurer l'appropriation de l'outil par les équipes.

Administrer la gestion de l'ERP en gérant les incidents, en proposant des améliorations pour assurer la bonne intégration de tous les flux internes.

Analyser les soldes comptables en rapprochant les soldes des comptes des pièces justificatives pour identifier les écarts de comptabilisation.

Justifier l'évaluation des comptes de bilan en estimant les postes de l'actif et du passif de façon à assurer l'intégrité de la valorisation du patrimoine de l'entreprise.

Justifier la comptabilisation des principales charges en vérifiant leur affectation pour s'assurer que les règles d'amortissement soient appliquées.

Vérifier la conformité des factures reçues en s'assurant qu'elles comportent toutes les mentions obligatoires pour s'assurer de l'existence de l'entreprise émettrice.

Vérifier la concordance entre les soldes bancaires et la comptabilité en contrôlant les relevés bancaires effectifs pour s'assurer de la bonne gestion de la trésorerie.

Évaluer le montant de l'impôt sur les Sociétés (IS) en déterminant le bénéfice imposable et l'ensemble des ajustements comptables fiscaux pour contrôler la déclaration fiscale adressée à l'administration fiscale.

Analyser la fiscalité d'un groupe de sociétés en s'assurant du respect de l'application du régime de l'intégration fiscale de façon à contrôler la remontée des bénéfices dans les sociétés de participation.

Contrôler l'acquittement de l'impôt en vérifiant les bases imposables, les taux utilisés et les dates de paiement pour s'assurer de la concordance entre la comptabilité et la déclaration fiscale.

Construire des scénarios de structures juridiques des projets d'investissement en mesurant les implications

règlementaires et fiscales pour optimiser la charge fiscale de l'entreprise et faire correspondre les décisions de gestion.

Gérer un contrôle fiscal en préparant l'ensemble des justificatifs à présenter et en apportant les réponses aux demandes de l'administration fiscale afin de démontrer la conformité fiscale de la société

Mesurer les performances financières de l'entreprise en analysant les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG) pour identifier les leviers opérationnels de croissance.

Évaluer la rentabilité économique de l'entreprise en analysant son chiffre d'affaires, ses marges et sa croissance comparativement aux entreprises du secteur afin d'identifier les leviers d'action de son développement commercial sur le marché.

Établir le bilan fonctionnel en interprétant et en analysant les états financiers réglementaires pour déterminer des ratios financiers clés.

Déterminer le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et la trésorerie en analysant l'actif courant, les stocks et le passif courant afin de prévenir les tensions de liquidité à court terme.

Évaluer la structure financière à long terme en analysant les actifs immobilisés, les capitaux propres et les dettes afin de déterminer la bonne allocation des ressources à long terme.

Définir les objectifs, le périmètre et la planification du projet en élaborant un calendrier et un budget tenant compte des ressources disponibles pour assurer le bon cadrage et allouer les ressources nécessaires au bon déroulé du projet.

Piloter le projet en animant l'équipe, les points d'étapes et comités de pilotage, en suivant l'avancement, les risques, les écarts, en adaptant le plan d'action et en prenant en compte les éventuels besoins d'adaptation des collaborateurs en situation de handicap afin de respecter les délais et le budget alloué.

Clôturer le projet en validant les livrables, en les présentant au commanditaire, en identifiant les éléments à capitaliser pour les futurs projets afin d'acter la fin du projet, la livraison de la commande, la libération des ressources mobilisées et de formaliser et organiser le retour d'expérience.

Piloter la construction de la cartographie des risques en identifiant tous les processus de gestion internes et leurs risques associés pour établir le dispositif de maîtrise des risques.

Concevoir les modalités et outils d'atténuation des risques en mettant en œuvre des contrôles en cohérence avec la cartographie des risques et en respect des exigences réglementaires afin d'assurer la conformité des processus.

Approuver la conformité des contrôles périodiques en s'assurant de leur adéquation avec le niveau de risque identifié intrinsèque et réglementaire afin de sécuriser l'entreprise contre les risques de fraude et les failles opérationnelles.

Développer un système d'alerte et de veille proactive en exploitant les nouvelles normes et réglementations du marché dont est soumis l'entreprise pour anticiper l'évolution du dispositif de maîtrise des risques.

Élaborer un cadre de sensibilisation aux risques en développant des formations internes et en proposant des incitations pour renforcer la culture du risque au sein des équipes.

Déterminer le dispositif de maîtrise des risques financiers en identifiant les seuils d'alerte et en mesurant l'exposition aux risques limitant l'exposition financière pour assurer un résultat indépendant d'aléas financiers.

Déterminer un dispositif de maîtrise des risques liés au système d'information et de cybersécurité en mettant en œuvre des scénarios d'attaques et des campagnes de prévention afin de mettre en place le plan de continuité des activités (PCA).

Évaluer la conformité RGPD de l'entreprise pour l'ensemble de ses activités en vérifiant le respect des obligations en matière de collecte, stockage et traitement des données pour assurer la conformité de la politique de protection des données mise en œuvre par l'entreprise.

Réaliser le diagnostic de la politique RSE de l'entreprise en évaluant son niveau de conformité aux critères ESG et en identifiant les leviers d'optimisation afin de définir et mettre en œuvre un plan d'actions d'amélioration.

Déterminer l'impact environnemental de l'entreprise en réalisant son bilan carbone de façon à identifier les axes d'amélioration environnementaux à mettre en place.

Analyser les pratiques sociétales et les conditions de travail en auditant le respect des droits humains, d'égalité salariale, de diversité et d'inclusion y compris liés au handicap de façon à identifier les axes d'amélioration sociétaux à mettre en place.

Évaluer la gouvernance d'entreprise en auditant la structure du conseil d'administration, les moyens de lutte contre la corruption afin d'assurer l'éthique et la transparence des affaires.

Définir le périmètre et les objectifs de la mission d'audit en réalisant le plan d'audit, en identifiant les ressources à mobiliser afin de couvrir le champ d'investigation demandé par la réglementation et/ou le commanditaire.

Manager l'équipe d'auditeurs en affectant les missions, en pilotant l'efficacité de la collecte des éléments de preuve et en animant des revues de pilotage afin de s'assurer de la conformité de la méthodologie employée pour l'audit.

Restituer les conclusions de la mission d'audit auprès aux cadres dirigeants en rédigeant un rapport d'audit contenant les recommandations pour assurer la mise en place des plans d'action répondant aux faiblesses identifiées durant l'audit

Analyser le modèle de gouvernance de l'entreprise en identifiant les conséquences en termes de comitologie pour s'assurer une transparence efficace entre les exécutifs et la gouvernance.

Analyser les responsabilités des organes de gouvernance en s'assurant que les prérogatives des conseils d'administration, comité exécutif, comités des risques et d'audit soient respectées afin de s'assurer du respect du mandat fourni par les administrateurs aux dirigeants exécutifs.

Évaluer les politiques de rémunération des dirigeants en s'assurant de l'alignement des incitations financières avec la performance de l'entreprise pour permettre une répartition de la valeur.

Réaliser le diagnostic stratégique de l'entreprise en analysant via une méthodologie adaptée ses environnements internes et externes de façon à identifier de leviers de croissance liés à son positionnement sur le marché.

Définir les objectifs stratégiques de l'entreprise en intégrant des critères de rentabilité et les ressources disponibles afin d'assurer l'alignement de la stratégie avec les objectifs financiers.

Piloter le projet de transformation organisationnelle de l'entreprise en identifiant les freins et leviers de motivation y compris en cas de situation de handicap, en formant et accompagnant les équipes pour favoriser l'appropriation des évolutions par les équipes

Définir les opportunités d'investissements ou de cessions en analysant les tendances de marché et des sociétés cibles de façon à déterminer la stratégie de croissance externe de l'entreprise.

Réaliser les analyses financières de sociétés cibles en utilisant des méthodes de valorisation pour déterminer le prix cible d'une acquisition potentielle.

Définir une stratégie d'investissement en s'appuyant sur des simulations de scénarios économiques et leur mesure d'impact de façon à émettre des recommandations au comité d'investissement.

Définir la structure optimale des fonds propres en évaluant la structure de financement, capitaux propres et dettes, à l'aide d'un modèle adapté pour assurer la meilleure allocation du capital de la société.

Valoriser l'entreprise en utilisant les modèles de marché par l'incorporation de la théorie du portefeuille pour déterminer le taux de rentabilité des fonds propres et de la dette.

Concevoir des méthodes simples d'opérations de financement en définissant les actifs financiers pour permettre d'accroître les ressources à long terme de l'entreprise.

Définir une stratégie d'opérations de capital en définissant les stratégies de fusions-acquisitions et des restructurations financières pour accompagner la croissance externe de l'entreprise.

Blocs de compétences

RNCP41469BC01 — Piloter le contrôle de gestion et la performance de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Piloter l'élaboration d'un tableau de bord analytique en identifiant les KPI[1] pertinents au regard des objectifs commerciaux, en collectant puis en consolidant les données comptables et de gestion de façon à mettre à la disposition de la Direction de l'entreprise des outils d'aide à la décision.

Analyser la rentabilité de chaque activité de l'entreprise en calculant leurs volumes critiques de vente et en interprétant les résultats obtenus de façon à émettre des préconisations stratégiques cohérentes au regard des objectifs commerciaux, des capacités de production et des tendances du marché.

Piloter l'analyse des coûts de revient à l'aide d'une méthode adaptée en réallouant les charges par branche d'activité, en détectant les écarts et en proposant des leviers d'amélioration de façon à connaître le coût effectif de chaque activité.

Modéliser les coûts à l'aide d'une stratégie d'optimisation en appliquant la méthode ABC[2] et en mesurant les gains de performance de façon à optimiser l'allocation des charges.

Construire des budgets prévisionnels par activité en analysant les performances financières par branche d'activité pour élaborer un suivi budgétaire global de l'entreprise.

Définir des KPI stratégiques et opérationnels pertinents au regard de l'activité de façon à suivre l'efficacité opérationnelle des activités commerciales et des activités en support.

Piloter les indicateurs de performance financière et non financière en mesurant les écarts aux seuils d'atteinte et en proposant un plan d'action correctif de façon à maintenir le niveau de performance stratégique identifié par la gouvernance.

Produire les états financiers et les rapports financiers en conformité avec les normes comptables et réglementaires pour garantir la fiabilité des informations financières à la gouvernance.

Produire le document de référence en collectant, analysant et interprétant les données financières et de marchés et les informations clés de façon à garantir une communication financière claire et transparente pour les investisseurs, les actionnaires et les régulateurs.

Piloter la communication des résultats financiers auprès des investisseurs en rédigeant les communiqués de presse et les éléments de langage pour les réseaux sociaux et site internet afin d'informer toutes les parties prenantes de la santé financière de l'entreprise.

Définir les objectifs de performance des membres de l'équipe en s'assurant de leur cohérence avec la stratégie de l'entreprise et de leur nature mesurable et atteignable afin de définir une trajectoire pour chaque collaborateur.

Mettre en place des mécanismes d'incitation individuels et collectifs adaptés aux collaborateurs y compris en cas de situation de handicap en concevant un plan de développement des compétences et des éléments de reconnaissance pour favoriser l'engagement des collaborateurs de son équipe.

Piloter les indicateurs de suivi de la performance en mettant en place des outils de suivi et des revues périodiques afin d'évaluer l'efficacité collective et individuelle et mettre en place des plans d'actions d'amélioration le cas échéant.

Piloter la mise en œuvre de l'ERP en identifiant les processus cibles, en évaluant les besoins fonctionnels dont ceux spécifiques aux situations de handicap en lien avec l'ensemble des parties prenantes pour définir le cahier des charges.

Déployer l'ERP en assurant l'intégration des données conformément au RGPD et en formant les utilisateurs pour assurer l'appropriation de l'outil par les équipes.

Administrer la gestion de l'ERP en gérant les incidents, en proposant des améliorations pour assurer la bonne intégration de tous les flux internes.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Épreuve écrite individuelle, études de cas

RNCP41469BC02 — Piloter l'audit externe, légal et financier de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser les soldes comptables en rapprochant les soldes des comptes des pièces justificatives pour identifier les écarts de comptabilisation.

Justifier l'évaluation des comptes de bilan en estimant les postes de l'actif et du passif de façon à assurer l'intégrité de la valorisation du patrimoine de l'entreprise.

Justifier la comptabilisation des principales charges en vérifiant leur affectation pour s'assurer que les règles d'amortissement soient appliquées.

Vérifier la conformité des factures reçues en s'assurant qu'elles comportent toutes les mentions obligatoires pour s'assurer de l'existence de l'entreprise émettrice.

Vérifier la concordance entre les soldes bancaires et la comptabilité en contrôlant les relevés bancaires effectifs pour s'assurer de la bonne gestion de la trésorerie.

Évaluer le montant de l'Impôt sur les Sociétés (IS) en déterminant le bénéfice imposable et l'ensemble des ajustements comptables fiscaux pour contrôler la déclaration fiscale adressée à l'administration fiscale.

Analyser la fiscalité d'un groupe de sociétés en s'assurant du respect de l'application du régime de l'intégration fiscale de façon à contrôler la remontée des bénéfices dans les sociétés de participation.

Contrôler l'acquittement de l'impôt en vérifiant les bases imposables, les taux utilisés et les dates de paiement pour s'assurer de la concordance entre la comptabilité et la déclaration fiscale.

Construire des scénarios de structures juridiques des projets d'investissement en mesurant les implications réglementaires et fiscales pour optimiser la charge fiscale de l'entreprise et faire correspondre les décisions de gestion.

Gérer un contrôle fiscal en préparant l'ensemble des justificatifs à présenter et en apportant les réponses aux demandes de l'administration fiscale afin de démontrer la conformité fiscale de la société

Mesurer les performances financières de l'entreprise en analysant les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG) pour identifier les leviers opérationnels de croissance.

Évaluer la rentabilité économique de l'entreprise en analysant son chiffre d'affaires, ses marges et sa croissance comparativement aux entreprises du secteur afin d'identifier les leviers d'action de son développement commercial sur le marché.

Établir le bilan fonctionnel en interprétant et en analysant les états financiers réglementaires pour déterminer des ratios financiers clés.

Déterminer le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et la trésorerie en analysant l'actif courant, les stocks et le passif courant afin de prévenir les tensions de liquidité à court terme.

Évaluer la structure financière à long terme en analysant les actifs immobilisés, les capitaux propres et les dettes afin de déterminer la bonne allocation des ressources à long terme.

Définir les objectifs, le périmètre et la planification du projet en élaborant un calendrier et un budget tenant compte des ressources disponibles pour assurer le bon cadrage et allouer les ressources nécessaires au bon déroulé du projet.

Piloter le projet en animant l'équipe, les points d'étapes et comités de pilotage, en suivant l'avancement, les risques, les écarts, en adaptant le plan d'action et en prenant en compte les éventuels besoins d'adaptation des collaborateurs en situation de handicap afin de respecter les délais et le budget alloué.

Clôturer le projet en validant les livrables, en les présentant au commanditaire, en identifiant les éléments à capitaliser pour les futurs projets afin d'acter la fin du projet, la livraison de la commande, la libération des ressources mobilisées et de formaliser et organiser le retour d'expérience.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Épreuves écrites individuelles, cas pratique

RNCP41469BC03 — Conduire l'audit et le contrôle interne de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Piloter la construction de la cartographie des risques en identifiant tous les processus de gestion internes et leurs risques associés pour établir le dispositif de maîtrise des risques.

Concevoir les modalités et outils d'atténuation des risques en mettant en œuvre des contrôles en cohérence avec la cartographie des risques et en respect des exigences réglementaires afin d'assurer la conformité des processus.

Approuver la conformité des contrôles périodiques en s'assurant de leur adéquation avec le niveau de risque identifié intrinsèque et réglementaire afin de sécuriser l'entreprise contre les risques de fraude et les failles opérationnelles.

Développer un système d'alerte et de veille proactive en exploitant les nouvelles normes et réglementations du marché dont est soumis l'entreprise pour anticiper l'évolution du dispositif de maîtrise des risques.

Élaborer un cadre de sensibilisation aux risques en développant des formations internes et en proposant des incitations pour renforcer la culture du risque au sein des équipes.

Déterminer le dispositif de maîtrise des risques financiers en identifiant les seuils d'alerte et en mesurant l'exposition aux risques limitant l'exposition financière pour assurer un résultat indépendant d'aléas financiers.

Déterminer un dispositif de maîtrise des risques liés au système d'information et de cybersécurité en mettant en œuvre des scénarios d'attaques et des campagnes de prévention afin de mettre en place le plan de continuité des activités (PCA).

Évaluer la conformité RGPD de l'entreprise pour l'ensemble de ses activités en vérifiant le respect des obligations en matière de collecte, stockage et traitement des données pour assurer la conformité de la politique de protection des données mise en œuvre par l'entreprise.

Réaliser le diagnostic de la politique RSE de l'entreprise en évaluant son niveau de conformité aux critères ESG et en identifiant les leviers d'optimisation afin de définir et mettre en œuvre un plan d'actions d'amélioration.

Déterminer l'impact environnemental de l'entreprise en réalisant son bilan carbone de façon à identifier les axes d'amélioration environnementaux à mettre en place.

Analyser les pratiques sociétales et les conditions de travail en auditant le respect des droits humains, d'égalité salariale, de diversité et d'inclusion y compris liés au handicap de façon à identifier les axes d'amélioration sociétaux à mettre en place.

Évaluer la gouvernance d'entreprise en auditant la structure du conseil d'administration, les moyens de lutte contre la corruption afin d'assurer l'éthique et la transparence des affaires.

Définir le périmètre et les objectifs de la mission d'audit en réalisant le plan d'audit, en identifiant les ressources à mobiliser afin de couvrir le champ d'investigation demandé par la réglementation et/ou le commanditaire.

Manager l'équipe d'auditeurs en affectant les missions, en pilotant l'efficacité de la collecte des éléments de preuve et en animant des revues de pilotage afin de s'assurer de la conformité de la méthodologie employée pour l'audit.

Restituer les conclusions de la mission d'audit auprès aux cadres dirigeants en rédigeant un rapport d'audit contenant les recommandations pour assurer la mise en place des plans d'action répondant aux faiblesses identifiées durant l'audit.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Études de cas, cas pratique

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser le modèle de gouvernance de l'entreprise en identifiant les conséquences en termes de comitologie pour s'assurer une transparence efficace entre les exécutifs et la gouvernance.

Analyser les responsabilités des organes de gouvernance en s'assurant que les prérogatives des conseils d'administration, comité exécutif, comités des risques et d'audit soient respectées afin de s'assurer du respect du mandat fourni par les administrateurs aux dirigeants exécutifs.

Évaluer les politiques de rémunération des dirigeants en s'assurant de l'alignement des incitations financières avec la performance de l'entreprise pour permettre une répartition de la valeur.

Réaliser le diagnostic stratégique de l'entreprise en analysant via une méthodologie adaptée ses environnements internes et externes de façon à identifier de leviers de croissance liés à son positionnement sur le marché.

Définir les objectifs stratégiques de l'entreprise en intégrant des critères de rentabilité et les ressources disponibles afin d'assurer l'alignement de la stratégie avec les objectifs financiers.

Piloter le projet de transformation organisationnelle de l'entreprise en identifiant les freins et leviers de motivation y compris en cas de situation de handicap, en formant et accompagnant les équipes pour favoriser l'appropriation des évolutions par les équipes

Définir les opportunités d'investissements ou de cessions en analysant les tendances de marché et des sociétés cibles de façon à déterminer la stratégie de croissance externe de l'entreprise.

Réaliser les analyses financières de sociétés cibles en utilisant des méthodes de valorisation pour déterminer le prix cible d'une acquisition potentielle.

Définir une stratégie d'investissement en s'appuyant sur des simulations de scénarios économiques et leur mesure d'impact de façon à émettre des recommandations au comité d'investissement.

Définir la structure optimale des fonds propres en évaluant la structure de financement, capitaux propres et dettes, à l'aide d'un modèle adapté pour assurer la meilleure allocation du capital de la société.

Valoriser l'entreprise en utilisant les modèles de marché par l'incorporation de la théorie du portefeuille pour déterminer le taux de rentabilité des fonds propres et de la dette.

Concevoir des méthodes simples d'opérations de financement en définissant les actifs financiers pour permettre d'accroître les ressources à long terme de l'entreprise.

Définir une stratégie d'opérations de capital en définissant les stratégies de fusions-acquisitions et des restructurations financières pour accompagner la croissance externe de l'entreprise.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Épreuves écrite individuelle.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

L'expert du contrôle financier opère soit directement au sein du service financier de l'entreprise qui l'emploie soit en tant que consultant d'un cabinet d'expertise qui preste auprès de structures qui externalisent tout ou partie de leur contrôle financier. Les structures ayant besoin de ses compétences sont majoritairement les entreprises de tailles intermédiaires (ETI) et les grandes entreprises, les TPE et PME n'ayant généralement pas les possibilités de disposer ou d'internaliser cette fonction.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les appellations métier peuvent varier selon la taille de l'entreprise, selon que les fonctions sont occupées en interne ou en tant que consultant et également selon l'ancienneté et l'expérience dans le poste.

À court terme :

- Contrôleur de gestion
- Auditeur interne
- Auditeur financier
- Consultant en contrôle financier

Sur un début de carrière et dans des structures de taille importante, l'expert du contrôle financier peut être recruté sur les appellations de collaborateur comptable ou encore de responsable administratif.

À plus long terme (à horizon 4 à 5 ans après obtention de la certification)

- Directeur audit interne

- Directeur/Responsable du contrôle de gestion
- Directeur administratif et financier

Il est à noter que le métier de Directeur administratif et financier correspond au métier visé par la certification à horizon 4 à 5 ans après son obtention ce qui explique que la plupart des intitulés ci-dessus ne sont pas encore présents dans le suivi de l'insertion des certifiés.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Nous pouvons décomposer les réglementations principales en cinq domaines : la comptabilité, le contrôle interne et la gestion des risques, les exigences ESG, le RGPD, et la déontologie.

1. Normes comptables en France et référentiels internationaux

La production des états financiers relève du Plan Comptable Général (PCG) et des dispositions du Code de commerce. Les entreprises cotées doivent obligatoirement se conformer aux normes IFRS pour leurs comptes consolidés, conformément aux directives de l'Union européenne. Certaines structures, notamment filiales de groupes étrangers, peuvent aussi appliquer des référentiels additionnels (par exemple US?GAAP). La maîtrise de ces cadres réglementaires demeure essentielle pour assurer la fiabilité, la comparabilité et la transparence de l'information financière.

2. Contrôle interne, gestion des risques et exigences réglementaires associées

La mise en place d'un système de contrôle interne s'appuie sur des référentiels COSO ou ISO?31000. Les lois anticorruption (ex. Loi Sapin?II) imposent des mesures de prévention et de détection des irrégularités financières. Dans ce cadre, la fonction de contrôle financier doit s'assurer d'une gestion des risques adéquate afin de couvrir les volets financiers, opérationnels et réglementaires, contribuant ainsi à la conformité et à la solidité de l'organisation.

3. Exigences ESG et communication extra-financière

L'Union européenne, via la Directive CSRD, renforce les obligations de reporting extra-financier (impact environnemental, social et gouvernance)?; la NFRD (Non-Financial Reporting Directive) fut un premier jalon en la matière. Des référentiels tels que GRI ou ISO?26000 fournissent un cadre méthodologique pour mesurer et publier des indicateurs ESG. Le contrôle financier doit veiller à la pertinence et à la fiabilité de ces données, incluant notamment le bilan carbone, l'analyse des aspects sociaux et la cohérence des structures de gouvernance.

4. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

Le RGPD, entré en vigueur au niveau européen en 2018 (Règlement UE?2016/679), impose une documentation stricte et des mesures organisationnelles pour sécuriser la collecte et le traitement des données personnelles. Dans un environnement de contrôle financier, les données sensibles (employés, clients, partenaires) nécessitent des procédures (registre des traitements, analyses d'impact) assurant la légitimité du traitement et la minimisation des risques. Le non-respect peut entraîner des sanctions financières et porter atteinte à la réputation de l'entité.

5. Déontologie et principes d'éthique

Les professions d'audit et de contrôle financier sont soumises à des principes de déontologie, comprenant l'intégrité, l'indépendance et la confidentialité. Les instances professionnelles (par exemple Ordre des experts-comptables, CNCC) publient des codes de conduite, assortis d'exigences particulières en matière de lutte contre le blanchiment, la corruption et les conflits d'intérêts. Ces lignes directrices visent à maintenir un haut niveau de confiance des parties prenantes (actionnaires, autorités, partenaires) et à garantir la crédibilité des informations financières et extra-financières produites.

Ces éléments réglementaires sont intégrés aux référentiel de compétences et d'évaluation.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 699 €

Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité · tension 4/5 (Élevée) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	24 883
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

L'accès à la formation nécessite les prérequis suivants: être à minima titulaire d'un diplôme ou d'une certification de niveau 6 en économie/gestion/management/administration, banque/finance/comptabilité ou justifier d'une expérience professionnelle dans le métier visé de 3 ans minimum, et avoir passé avec succès les tests de niveau ainsi que l'entretien de motivation visant à vérifier l'adéquation du projet professionnel avec les objectifs de la certification. Ces prérequis sont vérifiés lors de la procédure d'admission qui comprend un dossier de candidature, des tests en ligne ainsi qu'un entretien de motivation avec le Directeur de Programme ou l'un de ses suppléants.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

Le Directeur Général de Financia Business School ou le Directeur de Programme (sans droit de vote)
3 professionnels externes dont le président de jury.

Base légale

Date de décision	27/10/2025
Durée de l'enregistrement	3 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	27/10/2028
Date de dernière délivrance possible	26/10/2032

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2023	24	0	100 %	95 %
2022	10	0	100 %	90 %

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Financia BS - MBA1 Expert du Contrôle Financier - Paris

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/41469/>